

**Compter avec
l'Observatoire de la culture et des communications du Québec**

Consultation publique

Renouvellement de la politique culturelle du Québec

**Mémoire déposé par les présidentes et présidents des Comités consultatifs
de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec**

22 août 2016

PRÉAMBULE

Le présent mémoire est une réponse à l'invitation du Ministre de la Culture et des Communications du Québec et Ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française, monsieur Luc Fortin, de prendre part à l'actuelle démarche de renouvellement de la *Politique culturelle du Québec* (MCC, *Cahier des consultations*, 2016).

À titre de présidentes et de présidents des sept **comités consultatifs de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec** (Observatoire) composés de représentants de l'ensemble des secteurs culturels, de la recherche universitaire ainsi que des municipalités et des administrations locales, nous déposons ce mémoire qui a pour objectif d'interpeler les différents intervenants qui œuvreront dans les prochains mois à l'élaboration et à l'adoption de la nouvelle *Politique culturelle du Québec*. De fait, nous souhaitons les sensibiliser sur **l'avenir de ce précieux organisme** qui possède un bilan de réalisations remarquable. Nous souhaitons aussi et surtout **manifester clairement notre profonde conviction quant à la nécessité** de doter l'Observatoire des moyens suffisants pour remplir adéquatement son importante mission.

Ce qu'est l'Observatoire...

L'Observatoire de la culture et des communications est une direction de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), organisme qui relève du ministre des Finances.

L'Observatoire a été créé au printemps 2000, dans la foulée d'une **recommandation unanime des membres de la Commission de la culture**¹. À l'origine cette structure était soutenue par le ministère de la Culture et des Communications (MCC), le CALQ et la SODEC. Aussi, la communauté scientifique des chercheurs² y accordait une importance cruciale pour le développement de la recherche en ce domaine. De plus, de nombreux mémoires présentés devant cette Commission par des intervenants du milieu culturel

¹ Commission de la culture (avril 2000), *Rapport final*, Assemblée nationale.

² Guy Bellavance et al., *Pour un véritable Observatoire de la culture*, mémoire déposé à la Commission de la culture, 11 février 2000. Les auteurs soutiennent qu'un « Observatoire de la culture, malgré un lien organique avec l'appareil gouvernemental et les milieux culturels, doit se situer à bonne distance de ces pouvoirs et lobbys. »

réclamaient la constitution d'un Observatoire destiné à la production de statistiques sur ce secteur clé de l'économie québécoise.

Il est utile de rappeler que **la mise sur pied d'une instance** vouée à la production de statistiques sur la culture était **une demande récurrente depuis la fin des années 1970**. D'ailleurs, le Livre blanc sur *La Politique de développement culturel du Québec* (1978) insiste sur l'importance d'une recherche prospective, sur l'établissement d'indicateurs cohérents et de statistique sur la culture³. Plus tard, l'implantation de cet instrument est également souhaitée dans le *Rapport du groupe de travail Arpin* portant sur une politique culturelle au Québec (1991). Dans la *Politique culturelle du Québec* de 1992 il est écrit que « l'établissement de statistiques culturelles fiables est une opération de plus en plus essentielle, tant pour les gestionnaires de fonds publics que pour les milieux culturels. [...] Enfin, le besoin d'effectuer des analyses sectorielles et de mettre à jour certaines données de base demeure constant. »⁴ C'est donc en 2000, par la fondation de l'Observatoire, que cette proposition s'est concrétisée. Dans l'intervalle, lors du *Sommet sur la lecture et le livre* en 1998 et dans la *Politique de la lecture et du livre* qui en a résulté, il était recommandé de créer un Observatoire du livre.

CONTEXTE

- Au départ, **le financement de l'Observatoire** provient de l'ISQ, dont une partie de la subvention globale est destinée à la production de statistiques sur la culture et les communications, et de contributions du MCC, du CALQ et de la SODEC, plus tard se joindront la BAnQ et la Régie du cinéma.
- Le programme statistique de l'Observatoire s'est construit sur **un consensus découlant d'une structure de gouvernance** qui repose sur les autorités gouvernementales précédemment citées et les intervenants des milieux culturels. Cette structure de concertation assure l'adéquation de ses travaux aux besoins des instances publiques aussi bien que des entreprises et organismes culturels.

³ Gouvernement du Québec (1978). *Livre blanc : La politique de développement culturel du Québec*, pages 139-140.

⁴ Gouvernement du Québec (1992), *Politique culturelle du Québec Notre culture notre avenir*, p. 126.

- Depuis, l'[Observatoire de la culture et des communications du Québec](#) est l'**unique source de données probantes** sur ce secteur économique. Il diffuse de manière continue un volume appréciable de statistiques sur divers aspects du financement, de la production et de la consommation des produits culturels, de même que sur le nombre d'emplois, les marges bénéficiaires des industries, la condition socioéconomique des créateurs, la balance commerciale du Québec, etc. Il contribue au rayonnement culturel à l'étranger et au Canada, comme sur son propre territoire, en diffusant des statistiques nationales, mais aussi régionalisées. De plus, il documente la contribution financière des régions par son *Enquête sur les dépenses en culture des municipalités*. Plus récemment, il s'est attaqué à la production de statistiques sur le marché des produits culturels numériques.
- La poursuite de **séries statistiques cohérente permet des analyses éclairées** de l'évolution de différents domaines de la culture (cinéma, audiovisuel, livre, arts de la scène, musique, etc.). Plusieurs enquêtes ayant débuté dans les années 2000, les séries statistiques comptent maintenant plus de 10 années de données. Certaines constituent **un capital statistique particulièrement imposant**. Citons, par exemple, les statistiques sur la fréquentation des cinémas qui remontent à 1937.
- Pour un coût raisonnable, les intervenants gouvernementaux et les milieux culturels accèdent à **des statistiques qui respectent le code des bonnes pratiques** de la statistique officielle.
- Les statistiques publiques produites par l'Observatoire sont souvent **la matière première de bien des études gouvernementales ou d'associations** et d'organismes privés qui n'auraient pas les moyens de produire ces statistiques. L'Observatoire donne ainsi un accès complet à un corpus statistique fiable et rigoureux qui, d'ailleurs, fait l'envie des milieux culturels et d'intervenants de ce secteur des autres provinces canadiennes.

PROBLÉMATIQUE

- En 2015-2016, **le budget de fonctionnement de l'Observatoire a été amputé de 40 %**, ce qui place cette direction de l'ISQ en mode « survie ». Des projets ont été abandonnés, alors qu'une réserve cumulée au fil des ans par une gestion serrée a

permis de sauvegarder les enquêtes et la diffusion de données administratives constituant l'activité de base de l'Observatoire.

- Depuis plus de 10 ans, le budget de base (permettant de maintenir les projets récurrents) de l'Observatoire était de 1 250 000 \$ **sans aucune indexation**. En 2015-2016, il a été amputé de 40 % à 765 000 \$. Un ajout en fin d'année l'a porté à 865 000 \$. C'est le même montant (et donc **la même ampleur des compressions**) qui est prévu en 2016-2017.
- La réduction des crédits accordés à l'ISQ par le ministre des Finances et la baisse des contributions externes des ministères et organismes du gouvernement contribuent à un resserrement budgétaire. Ainsi, **l'ISQ applique des compressions importantes** à l'ensemble de son budget de fonctionnement ce qui met en péril les enquêtes qu'il mène, dont le désengagement de près de 400 000 \$ dans le financement de l'Observatoire.
- Le budget initial était constitué d'une contribution de 100 000 \$ des quatre sociétés d'État, appuyé d'un transfert de crédit gouvernemental de 250 000 \$ et de 65 000 \$ en soutien direct provenant du MCC et complété d'un apport de 539 500 \$ provenant de la subvention de l'ISQ. Ainsi, chacun des six partenaires participe à la production d'un volume de statistiques bien supérieur à ce qu'il pourrait obtenir individuellement.
- En parallèle des travaux réalisés à partir de son budget de fonctionnement, l'Observatoire réalise des études ad hoc pour divers clients, généralement des instances publiques. Le cumul de ces revenus additionnels ponctuels totalise plus de 3 M\$.
- Lors de rencontres du Comité de concertation de l'Observatoire, dont nous sommes tous membres, nous avons appris que les coupes de 40 % dans le budget de l'organisme étaient non seulement maintenues pour l'année 2016-2017, mais qu'il fallait **maintenant réfléchir quant aux programmes statistiques à abandonner**. Il va sans dire que cette information a été reçue avec consternation par les présidentes et les présidents des comités consultatifs de l'Observatoire.
- Si le budget n'est pas rétabli, **un pan important de la production statistique devra être abandonné en 2017-2018**. Ainsi, on reviendra à la case départ, alors qu'il n'y avait pas d'indicateurs pour éclairer les objectifs de la *Politique culturelle du Québec*.

- Toutefois, en 2016-2017, un budget ponctuel provenant du *Plan culturel numérique du Québec* servira à la recherche d'indicateurs statistiques sur l'offre et la consommation de produits culturels numériques.
- À titre d'exemple, si l'Observatoire devait arrêter le traitement statistique de la vente d'enregistrements sonores au Québec, quels outils aurions-nous pour saisir l'ampleur des marchés numériques sur notre territoire et comprendre leurs impacts sur les contenus nationaux ? Le même raisonnement s'appliquerait dans le cas de la suppression d'enquêtes sur le livre, le cinéma, les arts de la scène, etc.
- Les indicateurs statistiques de l'Observatoire témoignent de l'environnement dans lequel évolue l'ensemble des milieux culturels et on observe qu'il est en **profond changement**, alors que la mesure quantitative de la circulation des produits culturels fait face à de **nouveaux défis** à la suite, entre autres, de leur numérisation et des impacts de celle-ci sur leur production, leur diffusion et leur consommation. En somme, les publics changent leur façon de fréquenter la culture et les indicateurs permettent d'éclairer ces phénomènes.

ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER

Le numérique et la statistique

L'Observatoire est un précurseur dans l'analyse et la diffusion de données statistiques précises sur l'incidence du numérique dans la consommation culturelle au Québec.

- D'abord en diffusant, dès 2009, des données sur la part de marché des contenus musicaux québécois dans la vente d'albums et de pistes numériques.
- En produisant une étude sur l'échange de fichiers pair-à-pair au Québec (2010).
- En suivant l'évolution et le passage aux projections numériques des exploitants de salles de cinéma.
- Depuis 2014, l'Observatoire produit des statistiques sur le marché du livre numérique.
- En organisant, conjointement avec l'Institut de statistique de l'UNESCO, le *Colloque international sur la mesure des produits culturels numériques*, tenu du 9 au 11 mai 2016 à HEC-Montréal avec la collaboration de la Chaire de gestion des arts Carmelle et Rémi-Marcoux. Cela aura été l'occasion de créer des liens avec plus de 130

participants venus entendre et échanger avec une cinquantaine de conférenciers, dont la moitié en provenance de l'étranger.

L'Observatoire est encore utile, voire essentiel !

La constitution d'un **patrimoine statistique public sur la culture** est encore plus pertinente et utile aujourd'hui.

- D'abord à cause de la constitution de **séries statistiques historiques** qui permettent une réelle analyse de l'évolution des phénomènes dans le temps (la plupart des enquêtes ont maintenant 10 ans ou plus).
- Et puis, parce que la transformation des marchés induite par **la numérisation des contenus et des modes de consommation de la culture** exige un regard vigilant pour en comprendre les répercussions. La statistique est une source essentielle d'information pour appréhender rationnellement cet univers en mouvement.
- Les changements à insuffler aux nomenclatures statistiques⁵ et aux systèmes de référence nationaux et internationaux demandent du temps et des ressources avant d'y faire apparaître des références à la culture. L'Observatoire a contribué, entre autres, à **la réalisation d'un cadre conceptuel national** qui définit les contours du secteur de la culture à des fins statistiques.

Le modèle est performant !

Par une cotisation minimale, chaque partenaire financier accède à un volume de données bien supérieur au montant qu'il verse.

- Bien que la pertinence des travaux passés de l'Observatoire n'ait pas été mise en doute, on constate aujourd'hui, après quinze ans d'action, que l'environnement dans lequel la culture est créée, produite et diffusée n'est plus le même, que **les besoins statistiques des milieux culturels et des organismes** qui financent l'Observatoire ont évolué, de même que le contexte budgétaire du Gouvernement du Québec.

⁵ Entre autres, le système de classification des entreprises, celui des produits, celui des emplois.

- Ces travaux, largement disséminés dans l'espace public et utilisés par les intervenants de la culture au Québec, sont reconnus comme **fiables et pertinents. Ils font autorité.**
- L'approche collaborative mise en place pour sélectionner les travaux statistiques à réaliser par l'Observatoire est **une richesse qui a de nombreuses exigences**, notamment sur le plan des consultations auprès des sept comités consultatifs, du comité de concertation et du comité des partenaires financiers (ces deux comités sont réunis au moins trois fois par année). Depuis le début, plus de 550 personnes provenant d'institutions, d'associations et d'organismes ont participé à nos comités et ont offert gracieusement de leur temps pour enrichir nos connaissances.
- Au cours des années au moins 25 partenariats gouvernementaux (comprenant aussi des MO fédéraux) et issus du milieu de la culture et des arts ont permis de réaliser des projets ponctuels. C'est le cas, entre autres, des trois enquêtes sur les professions artistiques et le portrait sur la chaîne de valeur de l'audiovisuel au Québec.
- La notoriété internationale de l'Observatoire, enfin, tient à sa contribution sur le plan du savoir et de la connaissance dans ce secteur économique, dont bien des aspects demeurent encore à documenter, malgré les progrès et les réalisations à ce jour. D'ailleurs, plusieurs missions et représentations à l'étranger ainsi que l'organisation de deux prestigieux colloques, en collaboration avec l'Institut de statistique de l'UNESCO, ont contribué grandement à son rayonnement.

CONSTATS

- Si la situation financière de l'organisme n'est pas redressée rapidement, **l'Observatoire devra envisager d'arrêter complètement des enquêtes** qui offrent des données essentielles pour comprendre les nombreuses facettes des secteurs culturels québécois et qui guident ainsi les pouvoirs publics et les divers milieux concernés dans leurs interventions.
- À l'aube d'une nouvelle politique culturelle québécoise annoncée pour 2017, **il nous apparaît totalement incongru d'affaiblir l'Observatoire** qui offre une connaissance fondamentale, quantifiée et récurrente des conditions actuelles et qui éclaire les enjeux auxquels font face tous les acteurs de la culture québécoise. En effet, nous considérons qu'**il est de la responsabilité de l'État** de produire des statistiques

essentielles à la cohérence de l'action gouvernementale et indispensables pour les divers intervenants des secteurs culturels et c'est justement les mandats de l'Institut de la statistique du Québec et de l'Observatoire.

RECOMMANDATIONS

1. Nous recommandons d'**inscrire dans la nouvelle politique culturelle la mission de l'Observatoire comme essentielle et de rétablir, en 2016-2017, son budget** de fonctionnement, et ce, afin qu'il puisse répondre à sa mission fondamentale et poursuivre ses objectifs et ses activités.
2. Nous recommandons également que **des ressources additionnelles soient octroyées à l'Observatoire** afin de lui permettre de poursuivre ses activités innovantes et ainsi de s'outiller pour produire de l'information statistique probante sur l'évolution des publics et les nouvelles façons de fréquenter la culture, et notamment, sur la progression du marché des produits culturels numérique.

Ce mémoire est présenté à l'initiative des présidentes et présidents des Comités consultatifs de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec et avec l'appui des membres de ces Comités.

Madame Solange Drouin

Vice-présidente aux affaires publiques et Directrice générale

*Association québécoise de l'industrie du disque,
du spectacle et de la vidéo*

Tél. : 514 842-5147, poste 228

Courriel : drouin@adisq.com

Comité consultatif disque et arts de la scène

Monsieur Antoine Gauthier

Directeur général

Conseil québécois du patrimoine vivant

Tél. : 418 524-9090

Courriel : direction@patrimoinevivant.gc.ca

Comité consultatif patrimoine, institutions muséales et archives

Monsieur Bastien Gilbert

Directeur général

Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec

Tél. : 514 842-3984

Courriel : direction@rcaa.q.org

Comité consultatif arts visuels et métiers d'art

Monsieur Yves Légaré

Directeur général

SARTEC

Tél. : 514 526-9196

Courriel : ylegare@sartec.qc.ca

Comité consultatif cinéma, audiovisuel et radiodiffusion

Monsieur Benoît Prieur

Directeur général

Association des distributeurs exclusifs de livres en langue française

Tél. : 514 739-2220

Courriel : adelf@videotron.ca

Comité consultatif livre, littérature et bibliothèques

Madame Andrée Saint-Georges

Directrice générale

Culture Lanaudière

Tél. : 450-753-7444, poste 25

Courriel : andree.saint-georges@culturelanaudiere.qc.ca

Comité consultatif municipalités et administrations locales

Madame Diane Saint-Pierre

Professeure

INRS Urbanisation, Culture et Société

Chaire Fernand-Dumont sur la culture

Tél. : 418 687-6413

Courriel : diane.saint-pierre@ucs.inrs.ca

Comité consultatif recherche universitaire